

II- RESUME

Un couple de quadragénaires a engagé en janvier 2000 des démarches en vue d'obtenir un agrément pour l'adoption d'une fratrie.

Si cet agrément a fini par être obtenu « à l'issue de quinze mois de procédure », les requérants souhaitent que la commission donne un avis sur le travail effectué par la psychologue à l'origine du rapport défavorable qu'ils joignent au dossier.

Ils écrivent : « nous effectuons cette démarche dans un but d'intérêt général et non pour nous-mêmes, puisque nous avons fini par obtenir notre agrément. Mais nous avons pu constater à quel point les demandeurs se trouvent désarmés et déroutés en cas de problème ».

Ils souhaitent « un regard objectif et extérieur » et joignent au dossier outre le rapport de la psychologue, un projet de courrier qu'ils n'ont pas adressé à l'organisme de tutelle et une analyse « des points qui [leur] semblent en contradiction avec des articles du code de déontologie », découvert sur internet. (Articles 1 ; 2 ; 5 ; 9 ; 12 ; et 19).

La psychologue indique dans son compte rendu les difficultés et les incompréhensions manifestes « dont nous n'avons que très peu pu nous dégager au cours des trois rendez vous » et elle ajoute que pour elle « le projet exprimé est en dehors de toute réalité ».

III- AVIS

Ce type de démarche visant à obtenir l'agrément en vue de l'adoption s'inscrit dans un contexte particulièrement délicat mais l'enquête préalable et les entretiens ont pour objectif unique de vérifier que les conditions nécessaires à l'adoption sont remplies.

Compte tenu de ce contexte et des documents fournis, la commission retient le point suivant : Les pratiques de la psychologue, telles qu'elles sont décrites par les requérants, sont-elles en conformité avec les exigences du code de déontologie des psychologues ?

Les candidats à l'adoption estiment que la psychologue a ignoré le principe I-1 « [...] (le psychologue) n'intervient qu'avec le consentement libre et éclairé des personnes concernées [...] Il respecte le principe fondamental que nul n'est tenu de révéler quoi que ce soit sur lui-même. »

Ils rappellent également l'article 9 qui stipule :

« Avant toute intervention, le psychologue s'assure du consentement de ceux qui le consultent ou participent à une évaluation, une recherche ou une expertise. Il les informe des modalités, des objectifs et des limites de son intervention.[...] Dans toutes les situations d'évaluation, quel que soit le demandeur, le psychologue rappelle aux personnes concernées leur droit à demander une contre évaluation. [...] »

Il apparaît que les candidats à l'adoption n'ont pas entendu la psychologue les informer sur les objectifs des entretiens psychologiques ni de leur droit à demander une contre évaluation.

Si la psychologue a effectivement ignoré ces deux points elle n'a pas respecté les recommandations du code de déontologie des psychologues.

A propos des conclusions que la psychologue tire à l'issue des entretiens, il semble bien qu'elle ait fait part de son intime conviction en prenant ses responsabilités professionnelles, mais sans doute a-t-elle manqué de prudence en ne respectant pas l'article 19 qui rappelle :

« le psychologue est averti du caractère relatif de ses évaluations et interprétations. Il ne tire pas de conclusions réductrices ou définitives sur les aptitudes ou la personnalité des individus, notamment lorsque ces conclusions peuvent avoir une influence directe sur leur existence ».

Cette même prudence est également recommandée dans la rédaction des conclusions comme le précise l'article 12 :

« [...] lorsque ces conclusions sont présentées à des tiers, elles ne répondent qu'à la question posée et ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire »

Conclusion

Empreint de part et d'autre d'engagement personnel, de passions contradictoires et de méfiance réciproque, ce dossier sans aucun doute douloureux, aurait mérité d'être mené à bien de manière plus sereine.

La commission recommande aux psychologues appelés à travailler dans des services administratifs recevant du public, de veiller particulièrement à l'accueil en précisant les modalités, les objectifs et les limites de l'intervention du psychologue.

Fait à Paris le 1^{er} décembre 2001

Pour la CNCDP

La Présidente,

Marie-France JACMIN